

Une voix: Et du gouvernement de l'Alberta.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Petro-Canada est passé à la seconde manche. Il a négocié l'achat de 48 p. 100 des actions de Pacific Petroleum, aux États-Unis, et il s'efforcera d'acheter des actions détenues au Canada, mais ces 48 p. 100 d'actions seules sont suffisantes pour lui assurer le contrôle de Pacific Petroleum.

Nous avons entendu constamment durant les périodes des questions cette semaine toutes sortes de critiques au sujet de la maladresse et de l'étourderie du gouvernement et de Petro-Canada qui ont voulu acheter les actions de Pacific Petroleum. Cette société offre aux Canadiens la chance d'avoir du pétrole dans 10 ou 15 ans évitant ainsi un grave déséquilibre de nos paiements à l'étranger si nous devons importer ce pétrole du Moyen-Orient.

Tous ceux qui ont examiné la situation savent qu'une entreprise qui a la mainmise sur les ressources énergétiques d'un pays possède une emprise vitale sur l'économie de ce pays, et à moins que ce dernier, par l'intermédiaire de ses gouvernements provinciaux et fédéral, ne puisse exercer une certaine prépondérance sur l'industrie pétrolière, nous devons subir durant les 25 prochaines années, ce que nous avons subi depuis 25 ans, alors que nous avons vu l'industrie pétrolière, qui était propriété étrangère, ne pas tenir compte de l'intérêt des Canadiens et faire du gouvernement fédéral la victime de son chantage.

Des voix: Bravo!

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Hier, le député de York-Simcoe a prétendu que la prise en charge de Pacific Petroleum ne produira pas le moindre baril de pétrole et ne fournira aucun emploi. Cette acquisition nous permettra par contre d'avoir du pétrole selon nos besoins et à un prix raisonnable pour les consommateurs canadiens.

Quelle expérience avons-nous connue avec l'industrie pétrolière contrôlée à 99 p. 100 par les Américains? N'importe quel député qui siègeait ici en 1974 pourrait répondre. En 1974, lorsque le prix du pétrole s'établissait à \$4 le baril et que le gouvernement hésitait à l'augmenter, les compagnies pétrolières ont fait rentrer leurs installations de forage aux États-Unis—elles se sont mises en grève ni plus ni moins. Si les travailleurs de ce secteur s'étaient mis en grève, la Chambre aurait été saisie en moins de 48 heures d'une mesure ordonnant leur retour au travail. Mais ce sont les compagnies pétrolières qui faisaient grève en disant qu'elles ne reprendraient pas leurs travaux de forage tant qu'on n'aurait pas augmenté le prix. Le gouvernement avait le couteau sous la gorge, il avait peu le choix et dut donc s'incliner; depuis, on a augmenté le prix du pétrole de \$1 tous les six mois jusqu'à ce qu'il atteigne le cours mondial.

Allons-nous connaître encore la même expérience dans le cas du pétrole lourd? Le Canada est actuellement un net importateur de pétrole: nous importons davantage de pétrole que nous n'en exportons. Nos importations de pétrole vont nous coûter 2 ou 3 milliards de dollars au cours des 12 prochains mois, même une fois déduits du coût de nos importations les revenus de nos exportations. Lorsque le temps viendra d'exploiter les milliards de barils de pétrole lourd qui gisent à la frontière qui sépare la Saskatchewan de l'Alberta, allons-nous permettre encore une fois aux mêmes sociétés de nous mettre à rançon comme elles l'ont fait en 1974?

Pouvoir d'emprunt—Loi

Lorsque les Canadiens se rendront compte de la position que le Parti progressiste-conservateur, ou du moins le député de York-Simcoe, ont adoptée, lorsqu'ils se rendront compte que le chef de l'Opposition officielle (M. Clark) s'est engagé, au nom de son parti, à démanteler Petro-Canada s'il devient premier ministre, ils se rendront compte que le Canada devra choisir entre exploiter ses ressources pétrolières au profit de sa population ou demeurer une colonie économique dont les ressources énergétiques appartiendront aux sociétés multinationales étrangères et seront contrôlées par elles seules.

Des voix: Bravo!

M. Hal Herbert (secrétaire parlementaire du ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord féliciter le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) pour ses remarques à propos de l'achat de la compagnie Pacific Petroleum et surtout d'avoir dit que les Canadiens devaient avoir voix au chapitre dans l'exploitation de leurs ressources naturelles. Je crois que les répercussions de cette mesure seront considérables en ce sens que les Canadiens verront sûrement que nous pouvons acheter et contrôler nos propres ressources et sauront comment cette opération s'est effectuée. Je suis content qu'on n'ait pas recouru à l'expropriation mais à la négociation pour y parvenir.

J'ai été vivement intéressé par ce qu'on a dit au sujet du prix qui a été payé. Je n'ai aucune connaissance particulière qui me permettrait de dire si le prix était élevé ou non, mais je tiens à préciser que les actions d'une compagnie comme la Pacific Petroleum sont grandement sous-évaluées à la Bourse et que leur valeur réelle sera bien supérieure à celle du marché actuel. Il n'est donc pas raisonnable de payer \$20 de plus que le cours actuel des actions.

Ce que je voudrais signaler en quelques mots cet après-midi, c'est que le bill s'imposait car nous accuserons un déficit cette année et probablement l'année prochaine. Il faut donc contracter d'autres emprunts. La situation actuelle se présente de la façon suivante: notre dette nationale, la dette publique, s'élevait à 80 milliards de dollars le 31 mars de cette année. Ce chiffre comprend 51 milliards de dollars de dette non échue et 28 milliards d'obligations diverses. Je ne parle pas ici de la dette nette, car alors il faudrait déduire l'actif. Je ne déduis pas l'actif pour la simple raison que les seuls avoirs dont on a dressé la liste totalisent environ 40 milliards de dollars. Manifestement, ce montant ne comprend pas les avoirs énormes ici et là au Canada dont on n'a jamais tenu compte dans les bilans de notre pays. Le gros de la dette sur laquelle nous devons payer de l'intérêt se chiffre à 80 milliards de dollars.

● (1702)

Les dépenses fédérales, cette année, atteindront, d'après les estimations, de 48 à 49 milliards de dollars, et notre déficit de 11 à 12 milliards. Une dette globale de 80 milliards, pour un pays comme le Canada, ce n'est vraiment pas de quoi nous énerver. Pour ma part, je suis calme. J'y vois une dette égale à environ la moitié du revenu global du pays pour un an. Quiconque gagne \$20,000 par année a de fortes chances d'avoir beaucoup plus de \$10,000 de dettes personnelles. En réalité, je crois qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que celui qui gagne \$20,000 par année soit endetté de \$25,000 à \$30,000. Il appartient à chacun de juger de sa propre capacité de rembourser capital et intérêts.